



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

enseignants

Question au Gouvernement n° 1456

Texte de la question

SUPPRESSIONS DE POSTES DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Kucheida, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Pierre Kucheida. Le Premier ministre refuse de présenter son programme de gouvernement. Faut-il en conclure que le changement annoncé n'a aucune traduction concrète pour les Français ou que la fonction de Premier ministre a disparu ? C'est la question que nous nous posons. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

" Le gaspillage des intelligences et des talents, c'est le pire gaspillage pour un pays ", a affirmé le Président de la République, lundi, à Versailles. Nous sommes tous d'accord avec lui sur ce point, mais quelles sont les réalités ? Dans la seule académie de Lille, depuis 2002, 800 suppressions de postes par an sont intervenues, alors que le besoin d'encadrement y est plus nécessaire qu'ailleurs, car un fils d'ouvrier est davantage pénalisé qu'un fils de cadre.

Cerise sur le gâteau, M. Darcos a annoncé, avant son départ, la suppression de 16 000 postes, surtout de stagiaires en formation ! (*" C'est honteux ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

S'exprimant, la semaine dernière, sur son rapport public intitulé *Les communes et l'école de la République*, Philippe Séguin, Président de la Cour des comptes, a clairement mis en exergue que le désengagement de l'État en matière scolaire créait des déséquilibres majeurs et générait une obligation morale pour les communes de compenser ces défaillances de la nation.

L'organisation des heures de soutien, l'accompagnement des élèves en difficulté, l'extension des horaires d'accueil, le financement des manuels scolaires, de l'informatique, des activités sportives, culturelles et de loisir sont des domaines où les communes sont contraintes de se substituer à l'État. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Que peuvent faire les communes les plus déshéritées, celles des vieilles régions industrielles et des banlieues ? Cette politique condamne donc les plus modestes qui ont, eux aussi, talents et intelligence.

M. le président. Je vous remercie, mon cher collègue.

M. Jean-Pierre Kucheida. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, allez-vous enfin changer de politique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, vous venez d'exposer une vision caricaturale de la situation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Depuis deux ans, le gouvernement de François Fillon a réformé en profondeur le système éducatif en suivant, sous la houlette de Xavier Darcos, une ligne conductrice qui pourrait se résumer ainsi : plus de justice, plus d'efficacité et de meilleures conditions de travail pour les enseignants. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Plus de justice, grâce à la mise en oeuvre de dispositifs individualisés, avec notamment des stages organisés pendant les vacances scolaires et des cours de soutien dans les établissements les plus difficiles.

M. Christian Bataille. Vous supprimez 16 000 postes !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Plus de justice également, grâce à la rénovation de la filière professionnelle, dont on sait qu'elle conduit, aujourd'hui encore, trop souvent à l'échec les jeunes qui la choisissent.

Plus de justice, en facilitant l'accès des élèves handicapés au système scolaire traditionnel, grâce à la création de 10 000 places supplémentaires par an, qui permettront de mieux les insérer par l'école.

M. Yves Durand. Vous supprimez 16 000 postes !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Quant à l'efficacité, elle est au coeur de la réforme du primaire qui a conduit à mettre en place de nouveaux horaires, de nouveaux programmes et une aide personnalisée pour les élèves. Cette efficacité se traduit également par la reconquête du mois de juin, que Xavier Darcos a voulue. Enfin, nous avons amélioré les conditions de travail des enseignants, grâce aux heures supplémentaires. Monsieur le député, vous demandez un changement de politique, mais le Premier ministre s'est exprimé clairement sur ce sujet tout à l'heure. Vous avez, du reste, entendu le Président de la République rappeler, lundi, que le principe du non-renouvellement d'un départ à la retraite sur deux permettrait de dégager des moyens pour les filières d'avenir, dont fait partie l'éducation nationale.

M. Christian Bataille. Vous supprimez 16 000 postes !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Je suis fier d'être le ministre de l'éducation nationale d'un gouvernement qui, parce qu'il croit en l'avenir de ses enfants, mise sur l'éducation nationale, ainsi que le Président de la République l'a rappelé à Versailles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Kucheida](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1456

Rubrique : Enseignement : personnel

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 juin 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 juin 2009